

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

Orléans, le 28 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

MECACHROME FRANCE

27-49 avenue E. Casella
18700 AUBIGNY SUR NERE

Références : VAT20220799

Code AIOT : 0010000032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 dans l'établissement MECACHROME FRANCE implanté 27-49 avenue E. Casella 18700 AUBIGNY SUR NERE. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MECACHROME FRANCE
- 27-49 avenue E. Casella 18700 AUBIGNY SUR NERE
- Code AIOT : 0010000032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MECACHROME est spécialisée dans la conception, l'ingénierie, l'usinage et l'assemblage de pièces et d'ensembles de haute précision, destinés aux domaines de l'aéronautique, de l'automobile, du sport automobile, de la défense et de l'énergie.

La société a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°1999.1.1030 du 04 octobre 1999, complété par les arrêtés préfectoraux des 05 septembre 2000 et 24 novembre 2006 et la lettre préfectorale du 16 juillet 2020 portant bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 2564-1 et 2565-2a, et rendant applicable les prescriptions des arrêtés ministériels d'enregistrement correspondants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- évolution des activités et la situation administrative de l'établissement,
- suites de la précédente visite de 2021,
- prévention de la pollution de l'eau, nature des effluents,
- prévention de la pollution de l'eau, surveillance des rejets,
- prévention de la pollution de l'eau, prévention des pollutions accidentelles,
- prévention des risques : ressource en eau, matériel de lutte et détection incendie.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	NC1* VI 16/06/21	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.5.5.	NC1* inspection du 16/06/2021	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	NC2* VI 16/06/21	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article avant dernier alinéa de l'article 4.1.2. modifié	NC2* inspection du 16/06/2021	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	D2 VI 16/06/21	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.9.3. modifié	D2 inspection du 16/06/2021	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.11.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.9.4.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.10.	/	Sans objet
10	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.4.6.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.2.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.3.	/	Sans objet
9	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.9.6.	/	Sans objet
11	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.4.	/	Sans objet
12	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.5.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1* de la visite du 16/06/21
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le matériel électrique doit être entretenu en bon état et doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.</p> <p>[...]</p>
Constats : Les installations électriques ne sont pas maintenues en état.
<p>Observations : Constat du 16 juin 2021 (NC1*) : les installations électriques ne sont pas maintenues en état.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification partielle des installations électriques effectuée entre le 5 et le 20 juillet 2021 (Q18 n°8167728/14.6.1) par la société Bureau Veritas). Ce rapport fait apparaître 21 non-conformités.</p> <p>L'exploitant a résorbé 15 non-conformités. Sur les 6 non-conformités restantes, 4 ont été relevées en mars 2020.</p> <p>Lors de la visite du 30/09/22, l'inspection a consulté le rapport de vérification partielle des installations électriques effectuée entre le 29 août et le 12 septembre 2022 (Q18 n°138430132.1) par la société Bureau Veritas en date du 12 septembre 2022. Ce rapport fait apparaître 6 non-conformités, dont les 4 NC relevées en 2020 et 2 NC relevées en 2021.</p> <p>L'exploitant a également remis à l'inspection le rapport d'examen Q19 (n°8167728/20.6.1.R) des installations électriques réalisé les 15 et 16 juillet 2021 par le Bureau Veritas. Ce contrôle a fait apparaître deux anomalies à remédier sous deux mois. L'exploitant a traité une des deux anomalies.</p> <p>Lors de la visite du 30/09/22, l'inspection a consulté le rapport d'examen Q19 (n°8167728/20.7.1.R) des installations électriques effectuée le 30 et 31 août 2022 par le Bureau Veritas. Ce rapport fait apparaître 3 anomalies à remédier sous deux mois, dont l'anomalie déjà relevée en 2021.</p> <p>La NC1* relevée lors de l'inspection du 16 juin 2021 est maintenue.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de la mise en conformité des installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 4.1.2. modifié avant dernier alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : NC2* de la visite du 16/06/21
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les conteneurs mobiles de déchets produits par l'usinage de pièces contenant du magnésium doivent être en métal non ferreux et non étincelant, en acier inoxydable non magnétique et non étincelant ou équivalents. Ils sont évacués dès que le seuil de 75 kg précités est atteint et au moins une fois par jour.</p> <p>[...]</p> <p>Au niveau des bennes de stockage des copeaux de magnésium, les dispositions de sécurité à respecter sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les copeaux de magnésium sont stockés dans deux conteneurs en plastique dont le fond est d'une parfaite étanchéité. Chaque conteneur a une contenance minimum de 125 kg soit un total de 250 kg sur l'aire de stockage, - lors des opérations d'évacuation, les copeaux de magnésium sont déversés dans des bennes contenant des copeaux d'acier et d'aluminium et sont évacués immédiatement du site afin de ne pas entraîner de risque sur la zone d'exploitation, - les deux conteneurs sont en cloisonnés par des murs coupe feu de degré 2 heures. Cette construction fera également office de rétention, - un système roulant d'extinction de feu de magnésium de 50 kg minimum se trouve à proximité des bennes contenant des copeaux de magnésium, - l'aire de stockage est matérialisée au sol et un affichage du nom du produit est porté sur les parois de la construction, - l'aire de stockage de magnésium est distante d'au moins 10 m du stockage de gaz, de tout bâtiment, des stockages de produits combustibles et des sources d'ignition, - le personnel de sécurité est formé à la manipulation des extincteurs et aux manœuvres de déplacement des bennes, - les voies de circulation sont dégagées pour les services d'incendie et de secours afin que ceux-ci ne soient en aucun cas gênés lors de l'intervention pour quelque cause que ce soit, - l'enlèvement des déchets est fait très régulièrement afin de réduire les stocks autant que possible.
<p>Constats : Les copeaux de magnésium ne sont pas stockés dans deux conteneurs en plastique dans l'espace cloisonné prévu à cet effet.</p>
<p>Observations : Constat du 16 juin 2021 (NC2*) : les copeaux de magnésium ne sont pas conservés dans deux conteneurs en plastique dans l'espace cloisonné prévu à cet effet.</p> <p>Par courrier du 19/07/21, l'exploitant a indiqué avoir transmis un porter à connaissance le 28 février 2019, et aurait reçu une réponse négative sur ce dossier.</p> <p>L'exploitant a également indiqué avoir transmis le 30 août 2021 à l'inspection, l'actualisation de l'étude de dangers de l'établissement.</p> <p>Lors de la visite du 30/09/22, l'inspection a indiqué à l'exploitant que l'étude de dangers comportait des incohérences.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'une modification du projet de stockage des copeaux de magnésium est envisagé. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un nouveau porter à connaissance sera déposé à cet effet et l'étude de dangers de l'établissement sera également mise à jour.</p> <p>La NC2* relevée lors de l'inspection du 16 juin 2021 est maintenue.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection un porter à connaissance pour le stockage des copeaux de magnésium.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.9.3. modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : D2 de la visite du 16/06/21
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un réseau de distribution répondant aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 poteaux d'incendie de 100 mm débitant simultanément 180 m³/h, - distance linéaire de 200 m par les voies de circulation entre hydrants, - distance maximale de 150 m par les voies de circulation ou par un chemin stabilisé de 1,80 m minimum de largeur entre le premier hydrant et l'entrée du bâtiment de fabrication. <p>La différence entre le débit fourni par le réseau de distribution et celui demandé est assurée par une réserve d'eau de 400 m³ accessible par les services de secours en toute circonstance.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place la réserve d'eau incendie de 400 m ³ .
<p>Observations : Constat du 16 juin 2021 (D2) : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, un porter à connaissance concernant la réserve d'eau incendie.</p> <p>L'exploitant a fait part à l'inspection de différents échanges avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours concernant la ressource en eau. Par courrier du 4 mai 2021, après examen de la situation, le SDIS a défini la nécessité de mettre en place une réserve d'eau d'un volume de 3 570 m³ sur le site.</p> <p>Suite au nouveau calcul transmis par le SDIS sur le volume de la réserve d'eau passant de 400 m³ à 3 570 m³, l'exploitant devait étudier les différentes solutions pour la mise en place de cette réserve d'eau.</p> <p>Par courrier du 19/07/21, l'exploitant a indiqué « qu'un porter à connaissance pourra être établi lorsque l'ensemble des documents pour la mise en place de la réserve d'eau incendie sera en notre possession ».</p> <p>Lors de la visite du 30/09/22, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir pris attache de la commune d'Aubigny-sur-Nère et de la société Veolia (service gestionnaire de l'eau) quant à la disponibilité du réseau de distribution d'eau de la zone industrielle et la nécessité de mettre en place un réseau d'hydrant spécifique à la zone industrielle. L'exploitant a précisé à l'Inspection qu'il était dans l'attente d'une réponse de la collectivité et du gestionnaire du réseau.</p> <p>Compte tenu de l'avis du SDIS préconisant une réserve d'eau de 3 570 m³, l'exploitant justifiera de la suffisance des quantités d'eau disponibles sur le site pour assurer la défense contre l'incendie du site, et sollicitera, si nécessaire, une demande de révision des prescriptions de l'article 3.5.9.3. de l'arrêté préfectoral du 04/10/1999 modifié.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.2. modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux usées domestiques des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.</p> <p>Ces eaux sont collectées et rejetées au réseau d'assainissement communal, pour traitement dans la station d'épuration.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux pluviales sont collectées et rejetées dans le réseau communal des eaux pluviales, - les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits. Le rejet résiduel sera conforme aux spécifications de l'article 3.1.8 du présent arrêté. <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées et traitées a minima par un débourbeur déshuileur avant rejet dans le réseau communal.</p> <p>Toutes les eaux usées industrielles sont traitées en tant que déchets dans le respect des dispositions de l'article 3.3.</p> <p>Les eaux de refroidissement sont en circuit fermé.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Lors de la visite du 30/09/22, l'inspection a constaté que l'établissement est équipé de réseaux séparatifs. Les eaux usées domestiques (sanitaires et lavabos) sont rejetées au réseau d'assainissement communal pour traitement en station d'épuration.</p> <p>Les eaux pluviales (eaux de ruissellement) sont collectées et traitées par un séparateur à hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau communal d'eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, un Bordereau de Suivi de Déchets n°20220729-830X8PESM relatif à l'entretien du séparateur à hydrocarbures, effectué par la société SGA Meyer de Poilly lez Gien le 1er août 2022. Le BSD contient toutes les informations nécessaires, évacuation de 2t de déchets « eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures » (code : 13 05 07*).</p> <p>Toutes les eaux industrielles sont traitées en tant que déchets, l'exploitant a transmis à l'inspection un BSD n°20220918-17S8RA2JA relatif à l'évacuation des déchets des bains de mordantage, effectué par la société SGA Meyer de Poilly lez Gien le 19/09/22. Le BSD contient toutes les informations nécessaires, évacuation de 7t de déchets « acides non spécifiés ailleurs » (code : 11 01 06*).</p> <p>Les eaux de refroidissement sont en circuit fermé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un plan des réseaux de collecte des effluents et des canalisations de transport de produits dangereux, faisant apparaître notamment : les secteurs collectés, les points de branchement, l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, regards, avaloirs, poste de relevage, poste de mesure, vannes manuelles et automatiques, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnecteur, isolement de la distribution alimentaire,...), les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Les réseaux de collecte doivent être du type séparatif.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 30/09/22, l'exploitant a communiqué le plan des réseaux de collecte des effluents et des différentes canalisations à l'inspection. L'inspection a constaté que l'établissement possède un plan des réseaux de collecte des effluents et des canalisations de transport de produits dangereux. Les différents plans comportent toutes les informations demandées. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection et des services d'incendie et de secours. Les réseaux de collecte sont de type séparatif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.10.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans ouvrage collectif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le raccordement au réseau d'assainissement collectif de la ville d'Aubigny-sur-Nère se fait en accord avec le gestionnaire du réseau.
Constats : L'exploitant ne possède pas l'accord du gestionnaire du réseau pour le raccordement de l'établissement sur le réseau d'assainissement collectif de la ville d'Aubigny-sur-Nère.
Observations : Lors de la visite du 30/09/22, l'exploitant n'a pas pu communiquer à l'inspection, le document autorisant le raccordement de l'établissement sur le réseau d'assainissement collectif de la ville d'Aubigny-sur-Nère. En réponse au constat susvisé, l'exploitant transmettra à l'inspection une copie de l'accord du gestionnaire du réseau pour le raccordement de l'établissement sur le réseau d'assainissement collectif de la ville.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.11.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.</p> <p>Les unités, parties d'unités, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement doivent être associées à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires qui devront être parfaitement étanches et adaptés aux produits qu'ils contiennent.</p> <p>Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>[...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p> <p>[...]</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes, de stockage et de manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué sur des aires de circulation étanches, avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage ou éventrement des fûts ...).</p> <p>Les voies de circulation internes et les aires de stationnement empruntées par les véhicules transportant des produits dangereux ou polluants doivent être imperméabilisées avant le 31/12/99.</p> <p>[...]</p>
Constats : Tous les récipients ne sont pas placés sur des rétentions.
<p>Observations : Lors de la visite du 30/09/22, l'inspection a constaté que les récipients contenant des produits incompatibles situés sur la zone à déchets ne sont pas associés à la même rétention. Les aires de chargement et de déchargement ainsi que les aires de circulation sont imperméabilisées et équipées de rétentions.</p> <p>L'inspection a constaté que certains réservoirs mobiles situés sous le auvent au niveau du magasin de réception n'étaient pas placés sur des rétentions.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que ces produits venaient d'être livrés.</p> <p>En réponse au constat susvisé, l'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour la mise sur rétentions de tous les réservoirs et transmettra des justificatifs de ces opérations (photos) à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.9.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie - Matériel de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre. Ces équipements doivent être maintenus en bon état, repérés, être en bon état et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état extérieur.</p> <p>Les précautions nécessaires sont prises pour que le matériel d'incendie soit utilisable en période de gel.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces vérifications</p>
<p>Constats : Certains équipements de protection contre un incendie ne sont pas maintenus en bon état (désenfumage, BAES).</p>
<p>Observations : Lors de la visite du 30/09/22, l'inspection a constaté que l'établissement est doté de moyens adaptés, présence d'extincteurs (au nombre de 362 selon l'exploitant) répartis dans tous les locaux, de systèmes d'extinctions automatiques principalement pour les locaux bancs d'essais moteurs, de systèmes de désenfumage, d'éclairages de secours.</p> <p>Ces différents dispositifs ont fait l'objet d'une vérification en date des 16, 28, 29 et 30 juin 2022 par la société Loire Incendie Sécurité (42153 Riorges). L'exploitant a transmis les rapports de vérifications de ces dispositifs à l'inspection.</p> <p>L'inspection a consulté les rapports de contrôles, il en ressort que 37 blocs éclairage sécurité sur 115 sont défectueux et 6 systèmes de désenfumage sur 62 doivent être remis en état.</p> <p>L'inspection a procédé par échantillonnage au contrôle de quelques extincteurs (n°141, 142 et 143 situés dans l'atelier moteur ainsi que le 263 et 265 situés dans le auvent benne à l'extérieur. Aucune non-conformité n'a été relevée.</p> <p>En réponse au constat susvisé, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de travaux de remise en état des différents dispositifs de sécurité incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.9.6. modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie - Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage de produits inflammables ou combustibles sont équipées d'un système de détection incendie dont la mise en place est subordonnée aux modalités suivantes : [...] - souscription renouvelée périodiquement, par l'exploitant d'un contrat d'entretien des équipements, - report de l'alarme incendie dans les bureaux ou dans un local où une présence humaine est assurée en permanence pendant les heures ouvrables et vers une société de surveillance hors heures ouvrables.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 30/09/22, l'inspection a constaté que l'établissement et plus particulièrement les zones de stockage de produits inflammables ou combustibles sont équipés de système de détection incendie. L'alarme est reportée dans les bureaux administratifs et dans le local sécurité (SSI). L'établissement est doté également d'une alarme générale. L'inspection a consulté le rapport de contrôle de ces équipements effectué du 28 au 30 juin 2022 par la société Loire Incendie sécurité, aucun dysfonctionnement n'a été relevé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.4.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser tous les 3 ans une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement. Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ce dernier peut modifier la périodicité de ce contrôle. Toutes les campagnes de mesure décrites ci-dessus sont effectuées, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié et selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Dans le cas où les résultats de ces contrôles mettent en évidence un dépassement des niveaux limites de bruit et/ou d'émergence définis au présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la mise en conformité des installations à l'origine de ces dépassements.</p>
Constats : Dépassement de l'émergence sonore en période nocturne au niveau d'une zone à émergence réglementée (Nord-Est point n°1).
<p>Observations : L'inspection a constaté que l'exploitant réalise une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement tous les 3 ans (mesures réalisées en 2018 et 2021) par un organisme qualifié (Bureau VERITAS).</p> <p>Lors de la campagne de mesures du 23 au 24 août 2021 réalisée par le bureau VERITAS, un dépassement de l'émergence sonore en période nocturne a été relevé sur la zone à émergence réglementée (Nord-Est point n°1). Le rapport de mesure du bureau VERITAS (n°797533-10449023-3-1-1) du 25/08/21, indique que le niveau d'émergence sonore calculé au point n°1 en période nocturne est de 6 pour une valeur fixée à 4), aucune tonalité marquée n'a été relevée.</p> <p>Lors de la visite du 30/09/22, l'exploitant a indiqué à l'inspection n'avoir reçu aucune plainte relative aux bruits. L'exploitant a indiqué à l'inspection que ce dysfonctionnement proviendrait du parking du personnel lors des relèves de poste. Une information sera transmise au personnel.</p> <p>En réponse au constat susvisé, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les mesures prises pour résorber ce dépassement d'émergence sonore sur le point n°1.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le contrôle de la qualité des effluents gazeux est réalisé au moins tous les 3 ans, pour l'ensemble du site. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 30/09/22, l'inspection a constaté que le contrôle de la qualité des effluents gazeux a été réalisé le 08/11/2018 et le 28/03/2022 par la société APAVE. Les mesures ont été effectuées sur 25 émissaires sur les 29 existants (4 points n'ont pas été contrôlés car il n'y avait pas de production). L'exploitant a indiqué à l'Inspection que trois points (Aérotherme FOD, Banc 7 et 17) seraient contrôlés avant la fin de l'année 2022 et que le point "Ragréage Aero" devait être supprimé car il n'y a plus d'activité. Le rapport de la société APAVE du 04/05/22 précise qu'aucun dépassement des valeurs limites d'émissions n'est à signaler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 30/09/22, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant tient à jour un état de l'ensemble des matières stockées sur le site. L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS). Par échantillonnage, l'inspection a consulté les fiches de sécurité de l'essence SPB GP2 et de l'Ethanol. Ces documents sont accessibles et disponibles pour tout le personnel sur le réseau informatique de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet